

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18222 - 71ÈME ANNÉE

21 août 2014 : un président de la République en visite à La Réunion a annoncé des décisions et des engagements

La fin des illusions : système à bout de souffle

Voici un an, la visite de François Hollande avait été l'occasion d'une campagne de communication sans précédent de la part des organisations ayant suffisamment de moyens pour se payer des pages de publicité dans la presse écrite. Tous les messages montraient les préoccupations et demandaient des décisions positives. Un an après, les inquiétudes se sont accentuées.



Arrivée de François Hollande, c'était il y a un an.

Cela fait un an jour pour jour que le président de la République est venu à La Réunion. Il était alors très attendu. Son voyage était prévu initialement le 25 juillet. À cette date, de très nombreuses organisations professionnelles avaient acheté des pages de publicité dans la presse papier pour présenter leurs doléances. Tous les secteurs économiques étaient concernés.

La veille de l'arrivée prévue du chef de l'État, l'Alliance avait tenu une importante conférence de presse pour situer les enjeux de cette visite.

L'heure n'était plus aux accommodements mais aux décisions, avaient plaidé Paul Vergès, Elie Hoarau et Catherine Gaud lors de leur rencontre avec les journalistes.

Mais le 24 juillet, un avion affrété par Air Algérie s'est écrasé au Mali. Plusieurs Français étaient à son bord. Compte-tenu de l'émotion suscitée par la tragédie en France, le chef de l'État a alors choisi de reporter sa tournée dans l'océan Indien.

C'est donc le 21 août 2014 que François Hollande est arrivé à l'aéroport de Pierrefonds, accompagné par Sté-

phane Le Foll, ministre de l'Agriculture, et George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.

En un mois, les problèmes exposés par les syndicats de travailleurs et de patrons n'avaient pas disparu. L'analyse de l'Alliance était toujours d'actualité. Le temps des décisions était venu. Le chef de l'État était donc attendu. Car dans la région où il avait réussi son meilleur score à la présidentielle, François Hollande ne pouvait plus se contenter de tourner autour des engagements de 2012 toujours pas concrétisés.

Où sont les 40.000 contrats d'avenir ?

Sur le front de l'emploi, le président de la République a annoncé la création de 40.000 contrats d'avenir, tout en indiquant que les contrats de ce type signés dans le secteur public et parapublic allait bénéficier d'une aide de l'État égale à 90 % du salaire net, avec effet rétroactif à 2012. Certains ont cru avoir mal entendu, l'enregistrement vidéo du discours présidentiel sur le site de l'Élysée est là pour témoigner de cette décision. Un an plus tard, les contrats promis ne sont pas là. C'est une première déception, et elle concerne particulièrement les jeunes, principales victimes du système en crise à La Réunion.

Où sont les 38 millions ?

Dans le programme du voyage présidentiel, la filière canne tenait une place importante. C'était le signe que Paris prenait très au sérieux la crise qui s'annonçait à cause de la décision de supprimer les quotas sucriers à partir de 2017. À l'usine de Bois-Rouge, François Hollande a annoncé la décision suivante : il n'était pas question de revenir sur la fin du quota sucrier réunionnais. C'était la seule certitude des propos tenus ce jour-là. Le reste n'était que promesses sous condition, y compris les 38 millions d'euros de subventions supplémentaires demandés par les filières canne-sucre d'outre-mer.

Un an après, la déception est grande. La France a effectivement d'une part confirmé qu'elle ne remet pas en cause la politique de suppression des quotas, les éleveurs laitiers sont bien placés pour le savoir. D'autre part, aucun engagement énoncé dans le discours n'a été tenu. Où sont les 38 millions d'euros ?

Deux jours après la visite du chef de

l'État à La Réunion, ce dernier participait au sommet de la Commission de l'océan Indien. Une décision a alors été prise : effacer La Réunion de la déclaration finale du sommet de la COI. Un an après, l'attitude du gouvernement français lors des Jeux des îles de l'océan Indien a malheureusement confirmé cette orientation.

Octroi de mer et APE : rien n'est réglé

La visite d'un président de la République voici un an a provoqué la plus grande campagne de communication des organisations susceptibles de se payer des pages de publicité dans la presse écrite. Toutes faisaient part publiquement de leur inquiétude, et attendaient de la part du président de la République des décisions pour lever leurs angoisses.

Un an après, l'avenir est encore plus incertain.

Au moment de la visite présidentielle, le PCR avait notamment de-

mandé des décisions sur l'octroi de mer, et plus généralement pour la prise en compte des intérêts réunionnais dans les négociations des accords de partenariat économique (APE) entre les pays voisins et l'Union européenne. Un an plus tard, l'octroi de mer n'a pu être prolongé que jusqu'en 2020, et il est juridiquement plus vulnérable. Quant aux APE, les pays de la COI ont demandé une accélération des discussions. Dans ces négociations, la France aura un statut d'observateur, et rien n'est prévu pour La Réunion, c'est ce que nous apprend la déclaration finale du Sommet de la COI d'août 2014.

Un an après la visite du président de la République, l'inquiétude a augmenté, car les seules décisions confirmées ne vont pas dans le sens du progrès à La Réunion : suppression du quota sucrier et disparition de La Réunion dans la déclaration finale du sommet de la COI.

M.M.

Di sak na pou di

D'un coup de fil de Bruny Payet à celui du chef d'une petite entreprise réunionnaise...

J'ai appris à le savoir : un coup de fil de Bruny Payet n'est jamais sans intérêt. Et le tout dernier qu'il m'a passé mérite, je le crois, d'être porté à la connaissance d'un certain public.

Faisant allusion à l'article que Cédric Boulland a consacré, dans l'édition du Quotidien de ce lundi 17 août, à la nouvelle chocolaterie et à la siropeerie que le groupe réunionnais Mascarin est en train de réaliser au Port, le fondateur de la CGTR met beaucoup d'espoir dans l'intention annoncée par le PDG de cette société : « Monter à La Réunion une petite unité de transformation de fèves de cacao... ». Pour Bruny, Cédric Boulland n'a pas tort quand il conclut son article en disant : « Il ne restera plus qu'à lancer une culture locale à grande échelle pour couvrir tous les maillons de la chaîne. Un doux rêve... mais un jour, qui sait ? ». Car, me rappelle-t-il exemples à l'appui, il fut un temps où les cours de nombreux Réunionnais ne manquaient pas de cacaoyers (ou cacaotiers) qui permettaient une très bonne récolte de cacao. Bien entendu, la « production » globale de ce fruit – dont on extrait des matières grasses et qui

donne du chocolat – était à l'époque réduite au nombre d'arbres qui existaient chez de simples citoyens. Et Bruny de penser que ce qui était possible autrefois pourrait plaider pour que les industriels et producteurs d'aujourd'hui, aidés par les pouvoirs publics et par notre Chambre d'Agriculture, passent le cap du rêve pour tenter un bel et généreux pari... Qui donc nous disait que la révolution et l'avancée des idées commencent toujours par un grand rêve...

Un autre coup de fil, celui du chef d'une de ces petites entreprises réunionnaises qui n'ont pas, selon certains bureaux d'études, la dimension pour que leur soient attribués certains chantiers, mêmes modestes alors qu'ils sont moins-disants. Pourquoi ce coup de fil ? Ce chef d'entreprise n'a pas oublié que, président de la Commission d'Appels d'Offres de la Région, avec d'autres collègues de toutes tendances politiques, nous avons su plaider pour que « notre collectivité accepte de prendre le risque de confier certains chantiers à des petites entreprises locales dès lors que leurs propositions de prix

étaient les moins élevées ». Et jamais nous n'avions eu à regretter ce choix pleinement politique. De grands chantiers réunionnais ont vu des grandes et des petites entreprises du BTP œuvrer en parfaite harmonie les unes à côté des autres.

Informé que sa société, pourtant moins-disante, serait écartée sur une affaire qui entre tout à fait dans son champ de compétence, ce chef d'entreprise me demandait conseil. Je me permettais de lui suggérer d'écrire directement, et en des termes tout simples, au responsable de l'Administration donneur d'ordre pour l'informer de ce qui a pu lui échapper.

Me revenaient alors ces lignes écrites un jour par Pierre Guilbert : « Si tu sais préférer l'espérance au soupçon, si tu estimes que c'est à toi de faire le premier pas, si tu crois que la paix est possible, alors viendra la paix ». Des lignes qui s'adressent à moi, à vous, à chacun d'entre nous, là où nous sommes dans l'échelle de la vie.

Raymond Lauret

Édito

Faut-il traduire les sondeurs devant les tribunaux pour propagande mensongère en période électorale ?

Ca y est les sondages sont tombés. La manipulation de l'opinion est tombée à un niveau bien bas. À moins de 6 mois d'un scrutin important, les responsables de ces sondages participent à orienter les citoyens. Peu importe le sens qu'ils en donnent, ils sont des agents de la manipulation. Ils décident des conditions du sondage. Ils ont des moyens financiers et espèrent en tirer un bénéfice. La démocratie électorale est biaisée.

Dans le passé, nous avons vécu un demi siècle de fraude électorale qui donnait toujours le candidat officiel vainqueur. Souvent, le candidat communiste récoltait moins de voix que le nombre de ses colistiers. Les élections étaient validées. On pouvait compter sur la radio et la télé publiques pour donner l'argument expliquant la défaite des Communistes et saluant la reconnaissance de La Réunion Française.

Il y a 10 ans, les sondages orientaient l'opinion sur la victoire du Oui au référendum sur la Constitution européenne. Cela semblait évident vu que la droite, les Centristes et le PS étaient d'accord. Eh, bien, c'est exactement le contraire qui se produisit. Au final, les Français ont voté NON à 54 %. Dans les DOM-TOM, La Réunion était en phase avec 60 % de NON. Aucun institut de sondage n'avait prévu cette situation. Pourquoi ?

Plus près de nous, en 2014, les sondages donnaient Huguette Bello grand vainqueur à St Paul, avec 62 % au premier tour. Tout était plié

d'avance. Elle fut battue. Les sondeurs n'avaient pas prévu le coup et ont fini par trouver des réponses pour interpréter ces résultats. Normal, car un sondeur ne se trompe jamais. Ils n'ont toujours pas perdu espoir et propulsent toujours la même, en lui faisant encore miroiter la bonne place. Et elle tombe dans le panneau. Dur sera le réveil. Nous serions de gros naïfs de penser que les sondeurs sont neutres.

Pourtant un observateur impartial peut constater que les gesticulations médiatiques actuelles ne sont que tromperies sur marchandises avariées. Pour se donner bonne conscience, les manipulateurs professionnels sondent sur des noms qui ne sont même pas candidats. Ça fait bien. Par contre ils ont rayé le FN. Qui peut croire que le FN fera Zéro voix ? Annette est avec Bello, mais il est quand même sondé comme candidat. Mort De Rire !

C'est tout cela qui explique notre titre : faut-il traduire les sondeurs devant les tribunaux pour propagande mensongère en période électorale ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

COP21 à Paris

Un échec en perspective à la conférence de Paris

Alors que les catastrophes naturelles se multiplient depuis quelques années et que leur intensité s'accroît, la prochaine conférence internationale sur le climat laisse planer de sérieux doutes sur sa réussite. Les promesses rendues aux Nations Unies par les gouvernements ne sont pas à la hauteur de l'enjeu de limiter à 2°C le réchauffement climatique.

Un doute existe sur la réussite de la Conférence de Paris sur le climat, d'autant plus que plusieurs pays du Groupe des 20, comme l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud et la Turquie, n'ont pas présenté leurs intentions, visant à limiter à 2°C le réchauffement climatique.

François Hollande inquiet pour sa COP21

Une perspective qui hante le président français, François Hollande, pour qui l'absence d'accord sur le climat à la conférence internationale à Paris « serait une catastrophe, l'enjeu c'est d'être capable de proposer à beaucoup de pays qui vont s'engager dans la transition énergétique, des solutions ».

De son côté la France a mis en place la loi sur la transition énergétique afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Pourtant de nombreux projets sont encore très controversés. Parmi lesquels, le barrage de Sivens, dont le projet a été freiné, va détruire des milieux naturels sur plusieurs hectares. Et à La Réunion, la NRL, actuellement en construction, a été reconnue pour ses impacts négatifs sur l'environnement par des institutions environnementales reconnues par l'État, comme le Conseil national pour la protection de la nature.

Les perspectives françaises ont été saluées, mais elles correspondent aux engagements de l'ensemble des pays de l'Union européenne, érigée en exemple. L'objectif dit "ambitieux" de l'UE est une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

Cependant, un tel taux nécessite un changement de politique économique, qui devrait se faire attendre, en raison de la crise de la dette

souveraine qui touche les pays les plus importants de l'UE. D'ailleurs, la mise en place d'un nouveau système économique reste très difficile à mettre en place par les gouvernements, comme vient d'ailleurs d'en faire les frais, la Grèce.

Certains pays se font attendre

Le commissaire européen chargé du Climat, Miguel Arias Canete, a exhorté jeudi 20 août, plusieurs grands pays à soumettre « sans délai » leurs objectifs de réduction d'émissions de carbone. Ce dernier a pointé du doigt l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud et la Turquie qui n'ont pas encore présenté de projet.

Le commissaire a salué les contributions des gros pollueurs, comme la

Chine, les Etats-Unis, et l'UE, qui font partie des objectifs des 56 pays représentant 61 % des émissions mondiales. Mais « ce qui n'est pas une très bonne nouvelle, c'est que les contributions ne viennent que d'un quart de la totalité des pays ». Ce dernier tient à « avoir une idée claire de l'effort cumulé » avant la rencontre à Paris.

Toutefois, selon l'étude de Rodney Boyd, Joe Cranston Turner et Bob Ward de l'Institut londonien Grantham, en conjuguant l'ensemble des trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre avec l'objectif fixé de ne pas dépasser les 2°C, le compte n'y est pas. Ce constat s'explique par d'une part, le manque de volonté politique des Etats, et d'autre part, par la consommation considérable d'énergie fossile par les pays industrialisés.

@celinetabou

L'Afrique apporte sa contribution

Négociateur pour les 54 pays africains, représentant près d'un milliard d'habitants, Seyni Nafo a expliqué à l'Agence France Presse, que l'Afrique émet « à peine 3 % des émissions mondiales ». Cette faible émission n'empêche pas la volonté de la société civile africaine et de certains de leurs représentants de vouloir investir massivement dans l'énergie propre.

« Non seulement l'Afrique est la région qui a le moins d'émissions de gaz à effet de serre et qui est la plus vulnérable, mais elle est aussi la région avec le plus grand potentiel d'énergies renouvelables et celle qui a le taux d'accès à l'énergie le plus bas », a-t-il indiqué. L'énergie propre est « le moyen le plus sûr et le plus rapide de développer le continent », car « nous n'avons pas le choix ». Ce dernier a expliqué que « les énergies renouvelables et l'économie verte représentent le seul avenir sans pertes pour les pays développés et en développement », selon le site LePoint.fr. Pour lui, « ce qu'on fait entre aujourd'hui et 2020 est fondamental pour les pays en voie de développement ».

Juillet confirme la tendance observée depuis janvier

2015 se prépare à être l'année la plus chaude

Le mois de juillet a de nouveau battu tous les records de chaleur. Avec une température moyenne de 16,6 degrés, il confirme la tendance observée depuis janvier : la Terre vient de connaître ses sept premiers mois de l'année les plus chauds jamais observés. 2015 sera donc marqué par une accentuation du réchauffement climatique. C'est une pression supplémentaire sur les épaules des responsables qui doivent décider lors de la Conférence de Paris sur le climat.

Cela fait près de 140 ans que les températures sont relevées dans suffisamment de points du globe pour permettre des comparaisons. Ce sont ces observations qui ont permis de constater un réchauffement climatique. Ce dernier est de plus en plus fort. C'est ce qu'indique le dernier relevé publié mercredi par la NASA. Il annonce le mois de juillet le plus chaud jamais mesuré, avec une température moyenne de 16,6 degrés.

Ce nouveau record s'ajoute aux précédents : ce sont les 7 premiers mois de l'année les plus chauds

jamais observés.

Ce constat confirme bien l'importance de ce qui se passera à la fin de l'année à Paris, lors de la conférence des Nations-Unis sur la convention-cadre sur le changement climatique.

La dynamique du réchauffement est désormais bien enclenchée, et elle produit des effets toujours plus importants chaque année. Les responsables réunis à Paris à la fin de l'année ont la possibilité d'agir pour que les générations futures puissent garder un espoir de voir cette tendance s'atténuer. Il faudra pour cela valider des mesures drastiques

pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en prenant en compte le principe de la responsabilité commune mais différenciée.

Malheureusement, les engagements présentés par les pollueurs historiques, Etats-Unis et Europe occidentale, continuent de manquer d'ambition. Quant à la décision prise par Washington de favoriser l'exploitation de futurs gisements de pétrole en Arctique, c'est une nouvelle fuite en avant qui ouvre la voie à une augmentation de la pollution, et donc du dérèglement climatique.

Coup de théâtre à Athènes

Démission du gouvernement Tsipras et probables élections anticipées en Grèce

Huit mois après son arrivée au pouvoir, le gouvernement conduit par Syriza n'a plus de majorité parlementaire suffisante pour le soutenir. Alexis Tsipras a donc annoncé hier soir sa démission du poste de Premier ministre. À moins qu'un autre parti arrive à réunir une nouvelle majorité, de nouvelles élections anticipées vont donc avoir lieu en Grèce. Syriza part favori.

Le 25 janvier dernier, l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce avait suscité l'espoir dans toute l'Europe. Pour la première fois, un parti clairement contre la politique d'austérité était appelé à diriger un pays utilisant l'euro comme monnaie. Syriza avait un mandat clair : remettre en cause l'austérité et faire progresser l'intérêt du peuple grec avant celui des créanciers.

Mais au bout de 8 mois, le gouvernement a été désavoué par des députés de sa propre majorité. C'est la difficile adoption d'un nouveau plan d'aide à la Grèce par le Parlement qui a provoqué la chute du gouvernement présidé par Alexis Tsipras. Il a fallu des voix de l'opposition pour valider les mesures proposées par

le gouvernement. Le vote de ce texte n'est pas suffisant pour assurer le maintien du gouvernement. Ce dernier aurait dû en effet obtenir le soutien de 120 députés de sa majorité, il n'en a eu que 118. Une trentaine de députés de Syriza ont refusé de voter pour ce plan, qui comprend des mesures d'austérité. Yanis Varoufakis, ex-ministre des Finances du gouvernement Tsipras, fait partie des contestataires. Rappelons que ce dernier est un économiste réputé, négociateur perspicace qui symbolisait la résistance des Grecs aux politiques d'austérité que la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international veulent imposer. Yanis

Varoufakis avait démissionné au lendemain du refus des Grecs d'un énième plan d'austérité concocté par la troïka Commission-BCE-FMI. Ce sont pourtant une grande partie de ces mesures que le gouvernement grec a fait voter par le Parlement, ce qui a entraîné une fronde au sein des députés de Syriza.

Deux voix ont manqué au gouvernement, elles entraînent la démission du Premier ministre. Comme il apparaît très improbable qu'un autre parti puisse constituer une nouvelle majorité, la procédure prévoit la convocation d'élections anticipées. Elles se tiendront le 20 septembre, et Syriza part favori.

Plateau-Caillou**Un jeudi comme un autre (3)**

Je finis par me lever, vins au salon m'effondrer dans le canapé, j'allumai pour lire une troisième fois le journal. Je me rendis compte que j'en avais ni la force, ni l'envie. J'éteignis, mal à l'aise, éreinté, une douleur sourde au fond des yeux. Et toujours le hurlement du chien qui tapait, qui me vrillait le crâne.

Affalé sur les cousins trop chauds, torrides, pendant trente minutes d'affilée le chien gueulait, m'usant les nerfs jusqu'à la corde, décomposant le temps. Dans le pseudo sommeil qui me tenait paralysé, résonnaient les cris qui se répercutaient hallucinés dans ma boîte crânienne. Le temps se faisait poison, tombant en goutte à goutte, distillé ; fallait-il attendre ainsi la barre du jour ? À une nouvelle plainte, plus forte, celle-là, je me levais, me dirigeais vers la cuisine. Mon bras n'eut guère à chercher. Je saisis le froid dur de l'acier. J'ouvris la porte et descendis les marches en savates, en pyjama, sans même, je m'en rends compte aujourd'hui, allumer la lumière ; quand je sortis en plein air, le froid de la nuit me saisit un instant les membres, mais la voix du chien m'attirait comme un aimant.

Je m'approchais, et au détour d'une voiture, je le vis dans son sang.

Paralysé de l'arrière-train. Le sang brillait. Il hurlait. Il tourna la tête, interrompit son cri. Il m'avait sans doute entendu venir. Il me regarda de ses yeux humides, étincelants. Intensément j'y lus une douleur infinie.

Puis quand il reprit son cri, ce fut comme un déclenchement : j'abattis sur sa face le hachoir, une fois, deux fois, trois fois : ne pas lui donner le temps de l'ouvrir ; j'assenais trois autres coups avec une brutalité et une force qui me surprisent. La bête s'était tue. Son cri me retentissait encore dans la tête. J'étais courbé sur la carcasse, le crâne avait éclaté. J'avais du sang plein la main, sur le pyjama.

Je me retournais. D'un oeil circulaire, je vis des rideaux frissonner, quelques lumières s'éteindre. Je sentais obscurément que je les avais libérés, que j'avais réalisé ce qu'ils rêvaient de faire et qu'ils n'avaient pas osé. Je me sentais fier de ce que j'avais fait pour la résidence.

Je rentrai chez moi, avec lassitude. Ma femme dormait à poing fermé, elle ronflait même un peu.

La vie continua. Je jouais au loto. J'ai même gagné une petite somme. Je lisais mon journal, regardais mes feuilletons à la télé.

Tout pourrait aller bien, s'il n'y avait pas cette mère célibataire qui venait d'emménager à côté, avec son gamin qu'elle corrige régulièrement, qu'elle laisse seul, et qui fait tant de bruit pendant la journée dans la cour, qu'elle laisse pleurer et crier dans sa chambre. C'est une misère : les murs trop fins laissent tout passer... Les parents modernes ne savent plus éduquer leurs gamins. Ce sont les mêmes qui déséduquent les parents. Et il est là dans la journée, le gosse à crier dans la cour, à taper sur la rampe de l'escalier, à pousser des cris dans le couloir qui résonne. Les garderies, ça existe, quand même... Et parfois, quand il se défoule comme ça, je sens monter en moi un désir... Quand je l'entends pleurnicher, faire la sirène comme un capricieux... Si j'étais le père qu'est-ce qu'il prendrait !... Et encore, en ce moment... Le voilà qui..., il..., il hurle... Mon Dieu... juste sur le palier, en haut de l'escalier, il est là, derrière la porte, en face ; on dirait qu'il me provoque, mon Dieu, un peu plus et... Mon Dieu, qu'on me vienne en aide...

Jean-Charles Angrand

Billet philosophique

Le problème de l'assimilation du peuple réunionnais

La liberté de parler et d'écrire comme on le veut fait partie des droits fondamentaux liés à la liberté d'expression. En même temps, il est important de réfléchir au sens des mots que l'on utilise et à la façon dont ils sont perçus par les auditeurs et les lecteurs. Nous allons donc nous poser des questions sur une partie du langage officiel qui traduit l'idéologie dominante à La Réunion.

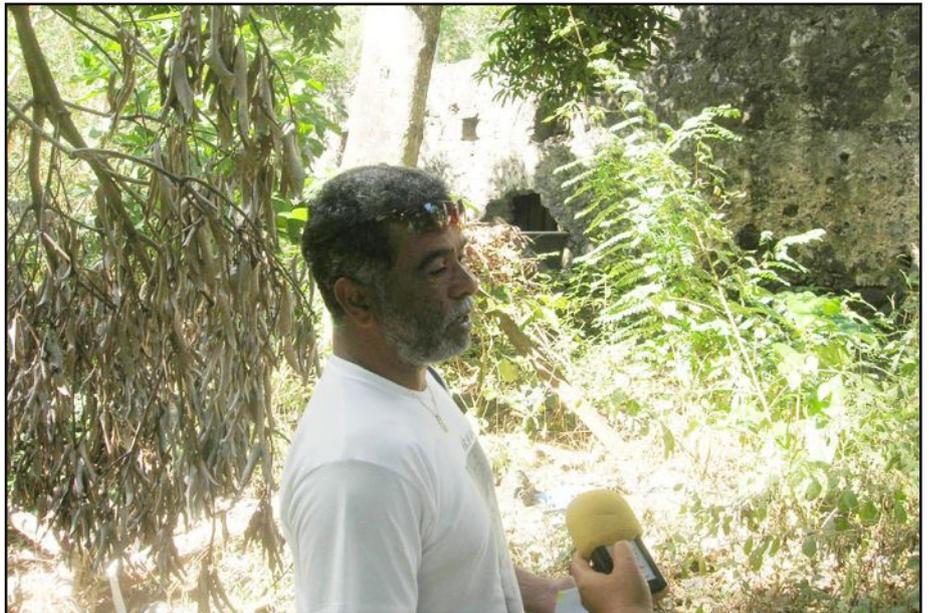
Aux derniers Jeux des Îles de l'Océan Indien, on a vu le mot "Réunion" sur les tricots des sportifs réunionnais en compétition alors que nout péi i apèl "La Réunion" en français et "La Rényon" an kréol. Par ailleurs, constamment, on parle de "la métropole", de "la France métropolitaine", de "l'hexagone" et de "la France hexagonale" au lieu de la France ; ou encore de "l'actualité nationale" au lieu de l'actualité en France.

À l'inverse, on parle de "l'actualité locale" plutôt que réunionnais et de "produits locaux", d'"artistes locaux", etc. plutôt que réunionnais. Et quelle est la place de la langue créole réunionnaise à l'école ou dans les débats de nos institutions, alors qu'elle n'est pas inférieure aux autres langues et notamment au français ?

La France fait-elle partie des îles de l'océan Indien ? Bien sûr que non car elle est à 10.000 km. Or certains porteurs de l'idéologie dominante vont jusqu'à la qualifier ici de « notre pays », voire de « notre patrie », qui doit imposer ses ordres aux pays de l'Indianocéanie.

Mais l'on sait parfaitement que la France n'est qu'une de nos diverses patries ancestrales, comme Madagascar, le Mozambique, les Comores, les Maldives, l'Inde, la Chine, etc. Et l'on sait aussi que la patrie des Réunionnais, la "terre de nos pères" (et mères bien sûr !) depuis 352 ans, est devenue La Réunion elle-même.

En fait, l'assimilation de La Réunion à la France fait partie de la politique coloniale menée par la monarchie française lorsqu'elle a pris officiellement possession de cette île pour des raisons économiques par ses conquêtes sur la Route des Indes. Cette politique est aussi une forme d'aliénation du peuple réunionnais



Yvrin Rosalie, président du Komité Éli qui organise ce week-end la célébration réunionnaise de la Journée Internationale de la Traite Négrière dans le cadre de son « combat pour l'identité réunionnaise et pour l'application de notre devoir de mémoire ».

visant à ce qu'il ait certes les pieds ici mais la tête bien ailleurs, à 10.000 km. Or l'aliénation est l'état d'une personne qui ne s'appartient pas ("alienatus" en latin) et qui appartient à quelqu'un d'autre ; une forme de dépendance et d'asservissement, contraire à l'épanouissement humain.

Voilà pourquoi la lutte contre l'assimilation, avec le respect de nout kiltir et de notre identité réunionnaise est une des conditions essentielles du développement durable de La Réunion, avec une gestion démocratique, populaire, libre, responsable et harmonieuse dans notre pays. Cette lutte est menée par de plus en plus de nos compatriotes, qui portent le drapo péi, chantent "nout péi, nout nasyon", causent et écrivent en kréol, valorisent notre histoire, notre culture et se mobilisent pour la reconnaissance et le respect de notre identité spécifique.

Certes, il ne suffit pas de brandir un drapeau réunionnais et de défendre l'identité réunionnaise pour garantir une société démocratique, équitable, harmonieuse et solidaire ; mais c'est tout de même un combat important pour atteindre ces objectifs. En outre, la défense de l'identité réunionnaise n'a rien à voir avec le nationalisme, l'enfermement sur soi, la fermeture aux autres ; et elle est parfaitement conciliable avec un partenariat équitable avec la France au sein de la République française et avec l'Union européenne, sans oublier l'Indianocéanie...

Roger Orlu

Oté

**Dopi lo gro sofa pou La Frans ziska pti ban
... La Rényon ? Asiz a-tèr ! Épi shttt ! Fèrm la gèl !**

Zot i souvien zistoir té dann liv Dumas. Pètèt oui, pètèt non ! Sé lo zistoir d'in roi k'i sava la shas é li pèrd dann la foré. Li trouv la kaz in sharbonyé, li rant épi li asiz dsi lo sèl tabouré ké nana. Sharbonyé i di ali : « la pa késtyon ! » épi li arpran son tabouré é li lo roi, li na ka asiz a-tèr. L'èr-la li di lo roi : « An droi é an rézon sharbonyé lé mètr dann son mézon ! ». Listoir i fini la avèk in désin : in pti boug mal razé sal vèy pa koman asiz dsi in tabouré é in gran roi asiz a-tèr. Pou kosa mi di sa ? Pou farsé ? Non pa si tèlman.

Pou koué ? Pars zot i koné la COI, zot i koné osi lo z'APE ! Figuir azot lo bann manm la COI la di èk la Frans, so zistoir z'APE i trène tro é i fo alé pli vite pars bannzil lé présé manz z'ot par d'gato dsi nout bos anou rényoné. Lé sir banna, dan l'éta ké zot i lé zordi, i sa pa konkirans La France, mé zot i pé tir inn-dé gob dsi nou é fout a-tèr nout prodiksyon intèryèr pou tout lo bann rézon ké zot i koné. Zot i koné so z'afèr d'pri koutan, zot i koné so késtyonn protéksyon sosyal, zot i koné osi koman dopi troi syèk édmi lo péi dominèr la mète shène dann nout pyé.

An pliské sa, pou lès la komisyon éropéène épi bannzil lib, La Frans la di in éstati d'obsèrvatèr l'asé pou li. A bon ? Ou i défann pan ou don ? Ou vé pa blok in n'afèr va fé anou d'tor ? Mèrsi la mèr patri pou tout l'amour ou na pou nou ! Ébin nou ? Nou, i anparl mèm pa d'nou. Konmsi i di alé fé oir anou pli loin. I diskite pa avèk nou, i domann pa kosa ni anpans. I kont solman dsi nou pou gingn lo kou dann l'ané 2017.

Donk La Frans i sort dsi son gro sofa, li asir dsi ti-ban é nou... Asiz a-tèr si ni vé épi shttt ! Fèrm la gèl.

Justin

Nb : Isi i anparl zéléjksyon réjyonal. Sa lé inportan sa, mèm si na in la dann nout kolé é in pé i aral dési firamézir ziskatan nout lang va sort déor.

« Fé pa la bou avan la plui ! » - In kozman pou la rout

Lo pli souvan la bou i vien apré la plui : sa lé normal ! Sof si ou lé bouré dann in trou d'bou mé d'ordinèr non ! Mé sa sé in provèrb é kosa li vé dir : li vé dir i fo pa tir lo konsékans in n'afèr la pankor éspasé. Konm de koi ? Prévoir in dépans alé oir ou la pankor gingn l'arzan. Konbien i fé sa ? I di, in pé i fé shato dann l'Espagn. I di osi i fo pa vann la po l'ours avan ou la tyé ali !.. Antansion, sa i vé pa dir i fo tyé bann l'ours pars zaimo-la lé konm an voi pou disparète mé sa sé in fasonn dir lé shoz... Kosa zot i anpans ? Arien ditou ! Fé travay z'ot koko ! Fé fonn z'ot matyèr griz ! zot va oir ké rant-rant ni pé z'ète dakor rantre nou.